

PLAN DE COURS

Leçon 1 – Introduction au droit social international et européen

Section 1 – Les enjeux du droit social international et européen

§1 – La résolution des conflits de normes et de juridictions

- A. Le contexte
- B. Le conflit

§2 – La protection des entreprises et des travailleurs

- A. La protection des entreprises
- B. La protection des travailleurs

Section 2 – Les auteurs du droit social international et européen

§1 – Une approche classique

- A. Les États
- B. Les institutions internationales

§2 – Une approche renouvelée

- A. Les organisations internationales
- B. Les firmes multinationales

Section 3 – La portée du droit social international et européen

§1 – Les méthodes du droit social international et européen

- A. La coordination
- B. L'harmonisation

§2 – L'effectivité du droit social international et européen

- A. La prolifération des normes
- B. Le contenu des normes

Leçon 2 – Les sources du droit social international

Section 1 – La norme sociale élaborée en dehors de l'OIT

§1 – La norme sociale élaborée dans le cadre d'une organisation internationale

- A. La norme sociale édictée par l'Organisation des Nations Unies
- B. La norme sociale édictée par le Conseil de l'Europe

§2 – La norme sociale élaborée en dehors de toute organisation internationale

- A. La norme sociale issue de conventions internationales
- B. La norme sociale issue des entreprises internationales

Section 2 – La norme sociale élaborée par l'OIT

§1 – L'Organisation de l'OIT

- A. Les aspects historiques de l'organisation de l'OIT
 1. Les prémices de la création de l'OIT
 - a. Les initiatives privées
 - b. Les initiatives publiques
 2. La création de l'OIT
- B. Les aspects techniques de l'organisation de l'OIT
 1. Les États membres de l'OIT
 - a. L'admission d'un État au sein de l'OIT

- b. Le départ d'un Etat de l'OIT
- 2. Les organes de l'OIT
 - a. La Conférence internationale du travail
 - b. Le Conseil d'administration
 - c. Le Bureau international du travail

§2 – L'action de l'OIT

- A. Les principes d'action de l'OIT
 - 1. Le champ de compétence de l'OIT
 - 2. Les objectifs stratégiques de l'OIT
- B. Le contenu de l'action de l'OIT
 - 1. L'activité principale de l'OIT
 - a. L'élaboration des normes
 - b. L'application des normes
 - 2. Les activités accessoires de l'OIT
 - a. Les activités d'aide et de coopération technique
 - b. Les activités de formation et de publication

Leçon 3 – Les principes fondamentaux du droit social international

Section 1 – Les principes fondamentaux édictés par le Conseil de l'Europe

§1 – Les droits et libertés garantis par la CEDH

- A. Les articles intéressant directement les relations de travail
 - 1. Article 4 CEDH : interdiction de l'esclavage et du travail forcé
 - 2. Article 11 CEDH : liberté syndicale
- B. Les articles intéressant indirectement les relations de travail
 - 1. Article 6§1 CEDH : droit à un procès équitable
 - 2. Article 8 CEDH : droit au respect de la vie privée et du domicile

§2 – Les droits et libertés proclamés par la Charte sociale européenne

- A. Les droits relatifs au droit du travail
- B. Les droits relatifs à la protection sociale

Section 2 – Les principes fondamentaux édictés par l'OIT

§1 – Les buts principaux de l'OIT

- A. Un travail décent pour tous
- B. La création d'emplois
- C. Une mondialisation juste
- D. Les droits au travail
- E. Le dialogue social
- F. La protection sociale

§2 – Les déclarations de principes de l'OIT

- A. La Déclaration concernant les buts et objectifs de l'OIT
- B. La Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- C. La Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable

Leçon 4 – Les règles matérielles du droit social international

Section 1 – Les règles régissant les relations individuelles de travail

§1 – Les règles relatives à l'établissement de la relation de travail

- A. La préparation à l'emploi
- B. L'accès à l'emploi
 - 1. L'organisation du marché du travail
 - a. La politique de l'emploi
 - b. Le service de l'emploi
 - 2. La conclusion du contrat de travail
 - a. La prohibition du travail forcé et des discriminations
 - b. La protection des enfants et des femmes

§2 – Les règles relatives à l'exécution de la relation de travail

- A. Les conditions de travail
 - 1. La santé et la sécurité au travail
 - a. Les normes générales
 - b. Les normes particulières
 - 2. Les rythmes de travail
 - a. Le temps de travail
 - b. Le temps de repos
- B. La rémunération du travail
 - 1. La fixation de salaires minima
 - 2. La protection des salaires

§3 – Les règles relatives à la rupture de la relation de travail

- A. La retraite
- B. Le licenciement

Section 2 – Les règles régissant les relations collectives de travail

§1 – Les règles relatives à la représentation collective

- A. La représentation syndicale
- B. La représentation élue

§2 – Les règles relatives à la négociation collective

- A. Le droit à la négociation collective
- B. Les parties à la négociation collective

§3 – Les règles relatives aux conflits collectifs

- A. Le droit de grève
- B. La gestion des conflits

Leçon 5 – Les sources du droit social européen

Section 1 – L'élaboration de la norme sociale européenne

§1 – Les auteurs de la norme sociale européenne

- A. Les institutions européennes
 - 1. La Commission européenne
 - 2. Le Conseil
 - 3. Le Parlement européen
- B. Les partenaires sociaux européens
 - 1. Les organisations syndicales européennes
 - a. Les organisations représentant les salariés
 - b. Les organisations représentant les employeurs
 - 2. La représentativité syndicale européenne
 - a. La représentativité légale
 - b. La représentativité conventionnelle

§2 – Les supports de la norme sociale européenne

- A. Les normes d'origine institutionnelle
 - 1. Le droit originaire
 - 2. Le droit dérivé
- B. Les normes d'origine professionnelle
 - 1. La consultation des partenaires sociaux européens
 - a. Première consultation
 - b. Seconde consultation
 - 2. La négociation entre partenaires sociaux européens
 - a. Les modalités de la négociation
 - b. Les résultats de la négociation

Section 2 – L'application de la norme sociale européenne

§1 – Les effets de la norme sociale européenne

- A. La primauté de la norme sociale européenne
- B. L'effectivité de la norme sociale européenne

§2 – La transposition de la norme sociale européenne

- A. Le rôle des partenaires sociaux
- B. Le rôle de l'Etat

Leçon 6 – Les principes fondamentaux du droit social européen

Section 1 – Les droits fondamentaux consacrés en dehors des Chartes

§1 – La liberté de circulation des travailleurs

- A. Les bénéficiaires
- B. Les limites

§2 – L'égalité et la non-discrimination entre les travailleurs

- A. L'égalité professionnelle en général
- B. L'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes

Section 2 – Les droits fondamentaux consacrés par les Chartes

§1 – La Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs

§2 – La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

Leçon 7 – Les règles matérielles du droit social européen

Section 1 – Les règles relatives à l'emploi

§1 – Les conditions de travail

- A. L'information sur les conditions de travail
- B. La protection de la santé et de la sécurité au travail
- C. La limitation du temps de travail

§2 – Les formes de travail

- A. Le travail à durée déterminée
- B. Le travail à temps partiel
- C. Le travail intérimaire

Section 2 – Les règles relatives à l'entreprise

§1 – Les règles relatives à la représentation dans l'entreprise

- A. La représentation collective dans l'entreprise nationale
 - 1. Le droit à l'information-consultation des représentants du personnel
 - 2. La protection des représentants du personnel
 - B. La représentation collective dans l'entreprise européenne
 - 1. Le comité d'entreprise européen
 - 2. L'implication des salariés dans la société européenne
- §2** – Les règles relatives aux difficultés de l'entreprise
- A. Les règles relatives aux restructurations de l'entreprise
 - 1. Les licenciements collectifs
 - 2. Les transferts d'entreprise
 - B. Les règles relatives à la défaillance de l'entreprise
 - 1. Les conditions de la garantie des salaires
 - 2. L'institution débitrice de la garantie des salaires

Leçon 8 – Le rapport de travail international : le régime juridique de la mobilité

Section 1 – Mobilité internationale et contrat de travail

- §1** – Le contexte de la mobilité internationale
- A. Les besoins de mobilité internationale
 - B. Le projet de mobilité internationale
- §2** – Un exemple de mobilité internationale
- A. La notion de détachement
 - B. Le régime du détachement

Section 2 – Mobilité internationale et sécurité sociale

- §1** – La détermination du régime de sécurité sociale
- §2** – L'identification des prestations de sécurité sociale

Leçon 9 – Le rapport de travail international : les conflits de lois et de juridictions

Section 1 – Le conflit de lois

- §1** – Le contenu des règles de désignation de la loi applicable
- A. Le principe du libre choix
 - 1. La loi applicable en présence d'un choix des parties
 - a. Un choix explicite
 - b. Un choix implicite
 - 2. La loi applicable en l'absence de choix des parties
 - a. Le contenu des rattachements subsidiaires
 - b. La mise en œuvre des rattachements subsidiaires
 - B. Les limites au libre choix
 - 1. Les normes impératives
 - a. Le contenu
 - b. La mise en œuvre
 - 2. Les lois de police
 - a. La source
 - b. La définition
- §2** – La portée des règles de désignation de la loi applicable
- A. La conclusion du contrat de travail

- B. L'exécution du contrat de travail
- C. L'extinction du contrat de travail

Section 2 – Le conflit de juridictions

§1 – Le droit conventionnel du règlement des conflits de juridictions

- A. En l'absence d'une clause attributive de compétence
- B. En présence d'une clause attributive de compétence

§2 – Le droit légal du règlement des conflits de juridictions

- A. Le contenu des règles de compétence
- B. La validité des clauses de compétence

Leçon 10 – Les relations professionnelles internationales

Section 1 – La représentation collective

§1 – La représentation élue

§2 – La représentation syndicale

Section 2 – La négociation collective

§1 – La conclusion des accords collectifs

§2 – L'application des accords collectifs

Section 3 – Les conflits collectifs

§1 – Les conditions des conflits collectifs

§2 – Les conséquences dommageables des conflits collectifs

BIBLIOGRAPHIE

- F. Baron, *Marché intérieur et droit social de l'Union européenne*, PUAM, 1998.
- M. Bonnechère (dir.), *Trente ans de libre circulation des travailleurs*, La Documentation française, 1998.
- G. Braibant, *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, Seuil, Points, 2001.
- I. Daugareilh (dir.),
 - *Mondialisation, travail et droits fondamentaux*, Bruylant, 2005 ;
 - *Responsabilité sociale de l'entreprise transnationale et globalisation de l'économie*, Bruylant, 2010.
- M. Descolonges et B. Saincy (dir.), *Les nouveaux enjeux de la négociation sociale internationale*, La Découverte, Entreprise et société, 2006.
- A. Donnette-Boissière, *Leçons de droit social international et européen*, Ellipses, 2015.
- M.-C. Escande-Varniol, S. Laulom et E. Mazuyer, *Quel droit social dans une Europe en crise ?*, Larcier, 2012.
- A. Fuchs, H. Muir Watt, E. Pataut (dir.), *Les conflits de lois dans le système juridique communautaire*, Dalloz, 2004.
- L. Gay, E. Mazuyer, D. Nazet-Allouche, *Les droits sociaux fondamentaux, Entre droits nationaux et droit européen*, Bruylant, *A la croisée des droits*, 2006.
- S. Hennion, M. Le Barbier-Le Bris, M. Del Sol, *Droit social européen et international*, PUF, *Thémis droit*, 2013.
- F. Kessler et Ph. Lhernould, *Droit social et politiques sociales communautaires*, Liaisons, 2003.
- V. Lacoste-Mary, *Droit social international*, Ellipses, *Mise au point*, 2007.
- S. Leclerc, M.-J. Redor et J.-F. Akandji-Kombé, *L'Union européenne et les droits fondamentaux*, Bruylant, 1999.
- I. Lespinet-Moret et V. Viet, *L'organisation internationale du travail. Origine – Développement – Avenir*, PUR, *Pour une histoire du travail*, 2011.
- A. Lyon-Caen, *Droit social international et européen*, Dalloz, *Précis*, 2015.
- A. Lyon-Caen et Q. Urban (dir.), *Le droit du travail à l'épreuve de la globalisation*, Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2008.
- C. Malecki, *Responsabilité sociale des entreprises, Perspectives de la gouvernance d'entreprises durables*, LGDJ, 2014.
- E. Mazuyer,
 - *L'harmonisation sociale européenne, Processus et modèle*, Bruylant, 2007 ;
 - (dir.), *Regards croisés sur le phénomène de la responsabilité sociale de l'entreprise*, La documentation française, CERIC, 2010.
- M. Miné (dir.), *Le droit social international et européen en pratique*, Eyrolles, 2013.
- M.-A. Moreau, *Normes sociales, droit du travail et mondialisation*, Dalloz, *A droit ouvert*, 2006.
- R. Mouriaux, *Le syndicalisme dans le monde*, *Que sais-je* n° 356, 1993.
- P. Rodière, *Droit social de l'Union européenne*, LGDJ, *Traité*, 2014.
- J.-M. Servais, *Normes internationales du travail*, LGDJ, 2004.
- M. Schmitt, *Droit du travail de l'Union européenne*, Larcier, *Europe(s)*, 2012.
- A. Sobczak, *Réseaux de sociétés et codes de conduite, un nouveau modèle de régulation des relations de travail pour les entreprises européennes*, LGDJ, *Bibl. de droit social*, Tome 38, 2002.

- F. Sudre et R. Tinière, *Droit communautaire des droits fondamentaux*, Anthémis, Droit et justice, 2013.
- B. Teyssié,
 - (dir.), *Les normes sociales européennes*, éd. Panthéon-Assas, 2000 ;
 - *Droit européen du travail*, Litec, Manuel, 2016.
- J.-M. Thouvenin et A. Trebilcock (dir.),
 - *Droit international social, Droits économiques, sociaux et culturels – Tome 1. Particularités du droit international social*, Bruylant, CEDIN, 2013 ;
 - *Droit international social, Droits économiques, sociaux et culturels – Tome 2. Règles du droit international social*, Bruylant, CEDIN, 2013.
- N. Valticos, *Droit international du travail*, Dalloz, 1983, 2e éd.

V. aussi :

J-Cl. Trav. Traité

* Fasc. sur les conflits de lois et sur les conflits de juridictions,

* Fasc. sur l'Organisation internationale du travail,

* Fasc. sur les sources du droit social européen,

* Fasc. sur la représentation collective des salariés dans l'Union européenne.